

UNIVERSITE DE BORDEAUX

35, place Pey Berland

33000 BORDEAUX

Catégorie principale :

Services

n°2024-162

(Intitulé => report de l'objet de la consultation)

**Réalisation de modèles géométriques volumiques
de cathédrales à partir de scans 3D pour
l'Université de Bordeaux**

CCAG applicable : PI

Cahier des Clauses Particulières

Table des matières

Article 1 - Objet de la consultation	4
Article 2 - Clauses techniques	4
2.1 Spécifications techniques	4
2.1.1 Contexte de la consultation	4
2.1.2 Spécifications techniques obligatoires	4
2.1.3 Autres spécifications techniques	4
2.1.4 Normes	5
2.2 Pilotage et suivi d'exécution	5
2.3 Périodes d'intervention	5
2.4 Garantie et service après-vente associé	5
2.5 Maintenance	6
2.6 Livraison, installation et mise en ordre de marche	6
2.6.1 Livraison	7
2.6.2 Modalités d'installation et de mise en ordre de marche	7
2.6.3 Plan de prévention	8
2.7 Formations et documentation technique	8
2.7.1 Formation	8
2.7.2 Documentation technique	8
2.7.3 Documentation sur les installations	9
2.8 Développement durable	9
Article 3 - Clauses administratives	10
3.1 Documents contractuels	10
3.2 Durée du marché	10
3.3 Forme du marché	10
3.4 Allotissement et montant(s)	10
3.5 Vérification et admission	11
3.5.1 Vérifications	11
3.5.2 Admission	11
3.6 Prix	11
3.6.1 Contenu des prix	11
3.6.2 Forme du prix	11
3.6.3 Actualisation des prix des fournitures autres que courantes	12
3.7 Exécution financière du marché	12
3.7.1 Avance	12
3.7.2 Facturation	13
3.7.3 Régime des paiements	13

3.8	Pénalités liées au retard et au travail dissimulé	14
3.8.1	Retard	14
3.8.2	Travail dissimulé	14
3.9	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	14
3.10	Assurances	14
3.11	Propriété industrielle et intellectuelle	15
3.12	Droit – langue	15
3.13	Confidentialité et protection des données	15
3.14	Résiliation	16
3.15	Clause de réexamen	16
3.15.1	Réexamen par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur	16
3.15.2	Réexamen par avenant	16
3.16	Dérogations au CCAG-PI	17

Article 1 - Objet de la consultation

Préciser l'objet détaillé de la consultation dans toutes ses composantes :

Exemple : « fourniture, livraison, mise en ordre de marche d'un dispositif de télémétrie (équipement et logiciel), garantie et documentation technique associées, ainsi que formation aux utilisateurs pour le (préciser la structure) de l'Université de Bordeaux. »

Réalisation de modèles géométriques volumiques adaptés aux simulations mécaniques des maçonneries utilisant une approche discrète bloc à bloc (Méthode des Éléments Discrets, NSCD, LMGC90) issus des nuages de points laser (scan 3D) des travées des cathédrales de Paris (chevet), Sens (chevet), Bourges (chevet), Chartres (nef) et Amiens (nef). |

Article 2 - Clauses techniques

2.1 Spécifications techniques

2.1.1 Contexte de la consultation

Présentation du contexte et de l'objectif de la consultation (par ex : contexte scientifique, projet de recherche dans lequel s'inscrit l'acquisition etc.).

| La prestation consiste à travailler à l'élaboration de modèles géométriques volumiques des travées courantes et des bas-côtés des chevets de 5 cathédrales gothiques (Paris, Sens, Chartres, Bourges et Amiens) qui serviront de supports à des simulations mécaniques convoquant la méthode des éléments discrets. Les éléments historiques et architecturaux recueillis dans le cadre du projet ANR ALTIOR constitueront les données d'entrée et de validation des modèles géométriques proposés. |

2.1.2 Spécifications techniques obligatoires

Description précise et exhaustive du besoin (aspects matériels, techniques, fonctionnels, caractéristiques du produit, description des prestations attendues, ...) => les offres reçues devront être conformes à toutes ces spécifications techniques (éléments de régularité de l'offre), à défaut elles seront irrégulières et devront être éliminées.

| L'ensemble des spécifications techniques obligatoires (fonctions de niveau 1) figurent à l'annexe 1 à l'acte d'engagement (tableau des exigences techniques et fonctionnelles).|

2.1.3 Autres spécifications techniques

Description précise et exhaustive du besoin (aspects matériels, techniques, fonctionnels, caractéristiques du produit, description des prestations attendues, ...) => les offres reçues pourront répondre à ces spécifications, qui constituent des éléments de performance de l'offre

| L'ensemble des spécifications techniques (fonctions de niveau 2) figurent à l'annexe 1 à l'acte d'engagement (tableau des exigences techniques et fonctionnelles).|

2.1.4 Normes

Les fournitures objet du marché doivent être conformes aux normes CE homologuées ou équivalentes.

Des normes spécifiques peuvent être ajoutées :

[]

2.2 Pilotage et suivi d'exécution

Le titulaire aura désigné dans son offre les coordonnées de la personne qu'il aura mandatée comme interlocuteur auprès de l'université, qui sera chargée d'assurer ou de faire assurer l'exécution du marché selon les termes contractuels et l'engagement du titulaire. Cet interlocuteur assurera également la responsabilité du contrôle interne opéré par le titulaire pour assurer le niveau de qualité d'exécution requis.

Les coordonnées du représentant de l'université de Bordeaux chargé du pilotage et du suivi d'exécution seront communiquées au titulaire à la notification, par le service prescripteur du besoin objet du marché.

Ces interlocuteurs respectifs se concerteront pour assurer la meilleure exécution du besoin.



Tout changement d'interlocuteur sera porté à la connaissance de l'autre partie sans délai et par écrit.

2.3 Périodes d'intervention

Si aucune case n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le présent article s'applique par défaut.

☒ Article sans objet.

☐ Le présent article s'applique.

Aucune intervention du titulaire ne pourra avoir lieu sur les périodes de fermeture de l'université de Bordeaux, soit entre Noël et le Jour de l'An et les trois premières semaines d'août. Ces périodes seront précisées au titulaire par le représentant de l'université chargé du pilotage et du suivi d'exécution du marché.

2.4 Garantie et service après-vente associé

Paragraphe à compléter.

Lorsque, durant la garantie, la **privation de jouissance** s'étale sur une période d'au moins **trente jours calendaires** à compter de la date à laquelle le titulaire en a été informé, l'université de Bordeaux peut exiger qu'un matériel de remplacement équivalent soit mis à sa disposition sans frais supplémentaire jusqu'à la mise au point ou la réparation ou l'échange standard de l'équipement sous garantie.

Le titulaire est alors tenu de s'exécuter dans le délai maximum déterminé en annexe 1 à l'acte d'engagement, à compter de la demande de l'université formulée par écrit.

Lorsque la mise au point ou la réparation demandée sur le matériel sous garantie n'est pas réalisée dans un délai de **soixante jours calendaires** à compter de la date à laquelle le titulaire a été informé de la privation de jouissance, le titulaire est tenu à un échange standard dans le délai maximum déterminé en annexe 1 à l'acte d'engagement, calculé à compter de cette date de prévenance.

Les dispositions de l'article 30 du CCAG/PI s'appliquent.

La garantie fournie au titre du marché et sur laquelle le Soumissionnaire s'engage au titre du marché comprend : pièces, main d'œuvre, assistance téléphonique, déplacements/frais de séjour et frais de conditionnement, d'emballage et de transport aller-retour inclus.

Elle s'applique à l'équipement et au logiciel associé (dès lors que les résultats attendus ne peuvent être atteints avec l'équipement seul).

Les consommables en sont exclus.

En l'espèce, **la durée de garantie minimum, qui court à compter de la date d'admission, est déterminée en annexe 1 à l'acte d'engagement.** Elle ne peut être inférieure à un an.

Son prix est compris dans le prix d'acquisition.

Au titre de cette garantie :

Le Titulaire s'oblige, à ses frais, à remettre en état ou à remplacer tout ou partie du dispositif acquis afin qu'il remplisse ses fonctions au niveau optimal.

Pendant la période de garantie, le Titulaire s'engage :

1. Sur les délais définis en annexe 1 à l'acte d'engagement ;
2. Sur les conditions de mise en œuvre qu'il aura définies dans son offre. Lors de la consultation, l'offre du titulaire se sera notamment distinguée sur les points suivants :
 - Qualité du support technique, assistance, hot-line (n° d'appel non surtaxé),
 - Rapidité des interventions,
 - Disponibilité des pièces détachées,
 - Qualification du personnel dédié.

Le titulaire aura par ailleurs joint dans son offre l'organigramme de la structure SAV qu'il propose pour le présent marché. Un interlocuteur unique en matière de support et de garantie sur l'ensemble de la configuration matérielle et logicielle est vivement souhaité.

Les périodes d'interventions s'étendront du lundi au vendredi de 9 h 00 à 16 h 30, jours fériés exclus.

2.5 Maintenance

Si aucune case n'est cochée, le présent article s'applique par défaut.

☒ Article sans objet

☐ Le présent article s'applique.

Les recommandations en matière de maintenance préventive et corrective et les protocoles de vérification des équipements auront été remis par le soumissionnaire dans son offre.

2.6 Livraison, installation et mise en ordre de marche

Le Titulaire assure la livraison, **impérativement dans le délai contractuel maximum** sur lequel il s'est **engagé** dans son offre (annexe 1 à l'acte d'engagement). A défaut, il encourt les pénalités prévues au présent document.

Compte tenu du fonctionnement de l'Université et des dispositions de l'article 2.3 du présent document, **les jours précis de la livraison sont déterminés d'un commun accord entre le Titulaire et le représentant de l'université.**

2.6.1 Livraison

Conformément à l'article 21 du CCAG/PI, les matériels sont transportés aux risques et périls du Titulaire jusqu'au lieu de destination finale et à ses frais.

A l'issue de la livraison, un bordereau de livraison est présenté au responsable qui le date et le signe pour attester de la livraison. Un exemplaire du bordereau est remis à chacune des parties.

Ce bordereau comporte notamment :

- La référence du présent marché (n°- objet) ;
- L'identification du Titulaire ;
- La date d'expédition et de livraison ;
- L'adresse précise de livraison ;
- L'identification précise du destinataire ;
- L'identification du matériel et des prestations effectuées ;
- Les quantités livrées.

Les réserves éventuelles sont portées sur le bordereau de livraison.

A défaut de bordereau de livraison ou de double remis au Titulaire avec la signature datée du service destinataire, la date de réception constatée de fait par le service destinataire est retenue comme date de livraison.

La livraison sera réalisée à l'adresse suivante : [] **Renseigner l'adresse complète de livraison et les moyens éventuels d'accéder aux étages (ascenseurs, dimensions).**

Aucune livraison effectuée à une adresse erronée ne pourra être acceptée.

Sont à la charge du Titulaire : le conditionnement, le chargement, le transport, le déchargement, l'acheminement sur le lieu d'installation (y compris en étage le cas échéant), le déballage et l'enlèvement des emballages et, s'il y a lieu, le montage de l'équipement.

Le Titulaire est également responsable de toute dégradation, de quelque nature qu'elle puisse être, occasionnée par la faute du transporteur ou de ses préposés tant aux bâtiments, terrains, plantations et installations de l'Université, qu'aux personnes.

L'Université se réserve le droit d'exécuter elle-même, ou de faire exécuter, au compte du Titulaire la réparation des dommages causés par la livraison.

L'installation et la mise en ordre de marche sont à réaliser au moment de la livraison.

Si l'installation et la mise en ordre de marche doivent intervenir postérieurement à la livraison, l'autorisation expresse et écrite du représentant de l'université visé l'article 2.2 ci-avant doit avoir été recueillie. Dans ce cas, l'université assumera la responsabilité du dépositaire entre la livraison et l'admission de l'équipement. Cette responsabilité cessera, en cas d'ajournement ou de rejet, à partir de la reprise par le titulaire des prestations ajournées ou rejetées.

A défaut d'avoir recueilli l'autorisation de l'université, par dérogation à l'article 21.3 du CCAG-PI, l'université n'assumera pas la responsabilité du dépositaire, dans le délai maximal qui lui aura été imparti.

2.6.2 Modalités d'installation et de mise en ordre de marche

L'installation du matériel et la mise en ordre de marche sont effectuées dans les locaux désignés par l'Université, l'adresse de livraison étant mentionnée à l'article 2.7.1 ci-avant.

Le Titulaire livre, installe et met en ordre de marche les équipements et son matériel associé à compter de la date de notification du marché par l'Université dans le délai qu'il aura indiqué dans son offre, établie conformément aux dispositions de l'article 2.7 ci-avant. Le dépassement du délai proposé par le Titulaire dans son offre entraînera l'application des pénalités prévues au présent document.

☐ Ces opérations sont effectuées en présence du responsable désigné pour l'Université à l'article 2.2 ci-avant.

2.6.3 Plan de prévention

Si un plan de prévention doit être établi par le titulaire avant début d'exécution, conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992, **ce document devra impérativement être signé par les deux parties avant le début d'exécution du marché (avant le début des prestations).**

Il intégrera les contraintes et spécificités de l'établissement en relation avec les interventions réalisées par le titulaire, le prestataire contractant s'engageant à respecter et à faire respecter par ses personnels et sous-traitants éventuels préalablement agréés, les termes du plan de prévention comprenant les consignes de sécurité générales et particulières.

2.7 Formations et documentation technique

2.7.1 Formation

Si aucune des deux cases ci-dessous n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le présent article s'applique.

☒ Article sans objet.

☐ Le présent article s'applique.

La formation proposée doit être d'une durée suffisante pour permettre aux utilisateurs d'assurer la mise en route, le maniement selon les préconisations d'usage, ainsi que la sécurité liée à son usage et l'entretien courant selon les préconisations d'usage. La formation vise à rendre les utilisateurs autonomes sur ces points.

Elle peut comprendre une formation initiale et une formation complémentaire ultérieure à la formation initiale. Elle est exécutable conformément aux prescriptions déterminées en annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix de la formation initiale et le cas échéant complémentaire sont inclus dans l'offre forfaitaire et apparaissent distinctement dans la proposition financière.

2.7.2 Documentation technique

2.7.2.1 Documentation sur l'équipement

Si aucune case n'est cochée, le présent article s'applique par défaut.

☒ Article sans objet.

☐ Le présent article s'applique.

Si le présent article s'applique et qu'aucune case n'est cochée, il s'applique, par défaut avec fourniture de la documentation en français ou en anglais et des plans.

Le Titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la mise en ordre de marche de l'équipement, la documentation technique nécessaire à l'utilisation en toute sécurité et au fonctionnement de l'équipement, ainsi qu'à son entretien courant :

☐ En langue française,

☐ En langue française ou anglaise

☐ Les plans mécaniques, électriques et électroniques font partie de la documentation technique fournie.

2.7.2.2 Documentation sur le logiciel

Si aucune case n'est cochée, le présent article s'applique par défaut.

☒ Article sans objet.

☐ Le présent article s'applique.

Le Titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la mise en ordre de marche de l'équipement :

- La documentation relative à l'utilisation du logiciel. En cas d'évolution ou de correction de bugs, il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix pendant la période de garantie.
- Les clés permettant l'installation et l'utilisation du logiciel, sous format directement exploitable par l'université de Bordeaux. Ces clés doivent permettre d'utiliser l'équipement aux fins pour lesquelles il a été acquis, sur la durée de vie effective de l'équipement.

2.7.3 Documentation sur les installations

Si aucune case n'est cochée, le présent article ne s'applique pas.

☒ Article sans objet.

☐ Le présent article s'applique.

Le Titulaire remettra, au plus tard à la mise en ordre de marche de l'équipement, tous les plans d'exécution conformes des installations, permettant d'identifier précisément la localisation et la nature des éléments implantés.

2.8 Développement durable

Il est attendu que le titulaire porte une attention particulière à la protection de l'environnement dans le cadre de l'exécution de ce marché et de la réalisation des prestations demandées :

- Dans le cadre des déplacements nécessaires à la réalisation des prestations, le titulaire s'engage à favoriser les modes de déplacements les moins polluants (moyen de mobilités douces, véhicules électriques/hybrides, autopartage, transport en commun **exception faite pour les déplacements en avions qui doivent être proscrit**).
- Afin d'alléger au maximum les flux numériques, éviter les envois de fichiers et limiter au maximum le volume des données échangées, par la mise en place de toute solution facilitante (espace de travail collaboratif, lien de téléchargement permettant l'accès aux livrables sans ajout de pièces jointes par mail...).
- Eviter la fourniture de livrables sur support papier, sauf demande expresse de l'université. Dans ce dernier cas, les supports papier seront obligatoirement écoresponsables (papier recyclé ou éco-labellisé ecolabel européen, NF environnement...), de faible grammage, imprimés en recto-verso avec des encres elles aussi écoresponsables (labellisées, voire végétales, à base d'eau...).

Durant l'exécution des prestations, le titulaire s'assure du respect de ces obligations environnementales.

Sur demande du pouvoir adjudicateur, il fournira les éléments de preuve associés, dans le délai prescrit, qui ne peut être inférieur à 10 jours ouvrés à compter de la demande.

Article 3 - Clauses administratives

3.1 Documents contractuels

Le présent article déroge à l'article 4 du CCAG-PI.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Les spécifications fonctionnelles et techniques portées par le pouvoir adjudicateur en annexe 1 à l'acte d'engagement,
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles par l'arrêté du 30 mars 2021,
- La réponse technique et financière du titulaire, portée à l'annexe 1 à l'acte d'engagement,
- **Le cas échéant, autres pièces à lister** : []

Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de divergence, les pièces et leur contenu prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus. Toute clause portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

3.2 Durée du marché

La durée du présent contrat est de vingt-quatre (24) mois.

3.3 Forme du marché

L'université de Bordeaux aura la possibilité de commander, dans le cadre de cet accord-cadre, au fur et à mesure de ses besoins et à tout moment de son exécution, des services ou prestations compris dans l'objet de l'accord-cadre.

Celui-ci prend en conséquence la forme d'un accord-cadre mixte mono-attributaire s'exécutant à la survenance des besoins :

- Par bons de commande pour les équipements et prestations figurant à l'Annexe 1 à l'Acte d'Engagement,
- Par marchés subséquents, qui pourront être conclus à la survenance des besoins en vue de l'exécution de prestations dont les prix ne sont pas définis en annexe 1 à l'acte d'engagement. Dans le silence de ces marchés subséquents, les clauses techniques et administratives générales figurant au CCP de l'accord-cadre s'appliquent.

3.4 Allotissement et montant(s)

Le présent marché a été constitué en lot unique car la consultation ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Le marché est conclu sans montant minimal et avec un montant maximal de 47 000,00 € HT sur sa durée.

3.5 Vérification et admission

Le marché comportant des prestations techniques distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions d'admission distinctes par le représentant du service demandeur de l'Université.

3.5.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives prévues au chapitre 5 du CCAG/PI ont pour but de constater que les prestations livrées répondent bien aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par l'Université dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG/PI. Néanmoins, :

- Par dérogation à l'article 28.5, le titulaire n'est pas avisé des jours et heures de ces vérifications

3.5.2 Admission

A l'issue des opérations de vérification, le représentant du service demandeur de l'Université notifie sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations conformément aux articles 29 du CCAG-PI.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission, ou à défaut de décision, dans le délai de 2 mois selon l'art. 28.2 du CCAG-PI. La facture correspondante pourra alors être établie.

Les décisions d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations sont traitées conformément aux dispositions de l'article 29 CCAG-FCS.

3.6 Prix

3.6.1 Contenu des prix

Article à compléter le cas échéant

Conformément à l'article 10 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant notamment tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du Titulaire, ainsi que le conditionnement, l'emballage, le transport jusqu'au lieu de livraison, l'assurance, l'installation et la mise en service, la formation, la fourniture de documentation, la garantie et le service après-vente associé.

Les prix de règlement incluent la TVA au taux en vigueur au moment de l'admission.

Les prix sont franco de port et de frais de dédouanement.

3.6.2 Forme du prix

Les prix sont unitaires selon les montants HT porté à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, et révisable sur la durée du marché, à la date d'anniversaire du contrat selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + (0,85 * M/M_0))$$

Dans lesquelles :

- P = Prix révisé ;

- P0 = Prix à la date limite de remise des offres ;
- M = dernière valeur de l'indice du **coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008**;
- M0 = valeur de l'indice du **coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008** à la date limite de remise des offres ;

Une décomposition du prix global et forfaitaire de l'offre faisant apparaître distinctement les prix de la prestation.

Il aura ajouté à cette décomposition des prix tout autre élément non cité ci-dessus mais dont le coût est intégré au prix forfaitaire proposé pour l'offre.

3.6.3 Actualisation des prix des fournitures autres que courantes

Le prix de l'équipement et le cas échéant, du logiciel associé, est **actualisable une fois si plus de trois mois** s'écoulent entre la date d'établissement du prix (date limite de remise des offres) et la date de notification, ou la date de début d'exécution si le début d'exécution ne peut avoir lieu à la notification du fait de l'université ou de ses préposés, par application de la formule suivante :

$$Pa = \frac{Pi \times In - 3}{Io}$$

Dans lequel :

- **Pa** = prix actualisé
- **Pi** = prix à la date limite de remise des offres
- **I** = indice SYNTEC
- **In-3** = valeur de l'indice I du mois de notification ou de début d'exécution du marché moins 3 mois
- **Io** = valeur de l'indice I au mois Mo

Le calcul d'actualisation du prix pourra être réalisé par la direction des achats, ou bien par le titulaire puis validé par la direction des achats. Il s'appliquera à la hausse comme à la baisse.

3.7 Exécution financière du marché

3.7.1 Avance

Taux de l'avance à déterminer.

Le présent article déroge au dispositif d'options prévu à l'article 11.1 du CCAG-PI.

Sauf renonciation du titulaire à l'acte d'engagement, tout marché d'un montant initial supérieur à **50 000€ HT** et dont la durée d'exécution est **supérieure à deux mois** donnera lieu au versement d'une avance dans les conditions définies aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

L'avance sera de **20%** d'une somme égale à 12 fois le montant TTC divisé par la durée du marché en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 65% du montant TTC du marché. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC du marché.

3.7.2 Facturation

Seules les prestations figurant dans le marché sont facturables.

Mentions obligatoires sur les factures

L'adresse ci-dessous doit impérativement être portée sur toute facture :

Université de Bordeaux
Service facturier
146 rue Léo Saignat
Bâtiment ED-CS 61292
33076 Bordeaux cedex

En outre, les factures comportent impérativement :

- La référence du marché (N° figurant en page de garde du présent document) et le numéro de son engagement juridique ;
- Le nom et l'adresse complète du destinataire des livraisons et prestations réalisés ;
- La date d'émission ;
- La désignation exacte des livraisons et prestations objet de la demande de paiement, qui ont été admises conformément aux dispositions de l'article 3.5 ci-avant ;
- Le détail des montants HT, le ou les taux de TVA en vigueur et les montants TTC associés (*) ;
- Le cas échéant le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application de la clause d'actualisation de prix prévue à l'article 3.6 ci-dessus.

Les factures non référencées à un numéro d'engagement juridique de l'Université de Bordeaux ne pourront pas être prises en considération.

(*) Si le Titulaire n'est pas un ressortissant national, le montant total du marché est facturé hors taxes. Pour un ressortissant communautaire, le numéro de TVA intracommunautaire de l'Université (FR23 130 018 351) y sera précisé.

Transmission des factures

*La facture sera obligatoirement déposée sur le portail **CHORUS PRO**. Les factures ne respectant pas cette obligation ne pourront pas être prises en considération*

Pour ce faire, après avoir enregistré votre société sur le portail Chorus Pro, vos factures dématérialisées pourront être adressées à l'Université de Bordeaux et devront comporter obligatoirement les informations suivantes :

- *Le numéro de SIRET, qui identifiera l'Université de Bordeaux en tant que destinataire de la facture : 13001835100010*
- *Le numéro d'engagement juridique que vous aura transmis l'université de Bordeaux après la notification du marché, ou figurant sur la commande qui vous aura été notifiée.*

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>, dédié à la facturation électronique.

3.7.3 Régime des paiements

Les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché sont payées dans un délai de trente (30) jours maximum en application des articles 2192-10 et suivants du code de la commande publique.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture dès lors que la facture a bien été transmise dans les conditions définies au présent document. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle ces conditions sont réputées remplies.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation.

En cas de dépassement du délai global de paiement, des intérêts moratoires seront dus, conformément aux dispositions des articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

Le mode de règlement est le virement.

3.8 Pénalités liées au retard et au travail dissimulé

3.8.1 Retard

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG/PI.

Le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable ni exonération possible, une pénalité calculée par application des formules suivantes, dans lesquelles :

- P = montant HT de la pénalité,
- V = montant HT de la prestation ou de la fraction de prestation en retard (selon la décomposition des prix globaux et forfaitaires),
- R = nombre de jours de retard, à compter du lendemain du dernier jour du délai contractuel.

– Non-respect des délais contractuels de livraison :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Le montant total des pénalités applicables est limité à 25% du montant total HT du marché.]

3.8.2 Travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi N°2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité peut être infligée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant de cette pénalité est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

3.9 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Le titulaire se conforme aux consignes générales édictées par l'Université en matière d'hygiène et de sécurité ainsi qu'aux dispositions du Décret n°92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Il en informe son personnel et ses sous-traitants éventuels.

Le titulaire remet à l'Université une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France. Pour chaque sous-traitant présenté, il remet une attestation identique signée par celui concerné.

3.10 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des membres du groupement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations (responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil).

Tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit donc justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire est responsable, **tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels**, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'Université, les personnels et occupants

de l'Université ou des tiers pourraient être victimes ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution du marché sur le site précisé ci-dessus.

A ce titre et pendant toute l'exécution du marché, le Titulaire assumera les conséquences de toutes dégradations de son fait ou de celle de ses préposés, et procédera aux réparations sans délai.

3.11 Propriété industrielle et intellectuelle

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI relatives à la propriété intellectuelle s'appliquent

Le titulaire garantit l'Université contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des matériels et des logiciels fournis au titre du marché.

Si l'Université est victime d'un trouble dans la jouissance des matériels ou des logiciels fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance sont les suivantes, au choix du titulaire :

- Soit modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- Soit faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

L'Université, si elle fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété industrielle ou intellectuelle portant sur l'un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- Aviser le titulaire, dans un délai de huit jours, de l'assignation qu'elle aurait reçue,
- L'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense,
- Accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de la personne publique. |

3.12 Droit – langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal administratif de Bordeaux est seul compétent.

Sauf mention contraire au présent CCP, les correspondances relatives au marché sont rédigées en français et adressées au Président de l'Université Bordeaux, autorité représentant le pouvoir adjudicateur.

3.13 Confidentialité et protection des données

A compter du lancement de la consultation et pour une durée de dix (10) ans après l'échéance de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à observer et faire observer par ses personnels, sous-traitants et intermédiaires éventuels, la plus grande discrétion sur toute information concernant l'université de Bordeaux, quelle qu'en soit la nature.

Cette obligation s'étendant de la même manière à ses personnels, sous-traitants, intermédiaires éventuels ou autres tiers avec lesquels il est en relation, de quelque manière que ce soit, il lui appartient de recueillir leur engagement explicite de respecter strictement la confidentialité de ces données dans le cadre du présent marché.

Le non-respect de ces obligations est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du Titulaire, sans préjudice d'éventuelles suites judiciaires. |

3.14 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du présent marché conformément au chapitre VII du CCAG/PI.

3.15 Clause de réexamen

En cas d'erreurs purement matérielles constatée sur les pièces contractuelles ou d'évolution réglementaire impliquant la modification de certaines dispositions contenues dans les documents contractuels listés à l'article 3.1 ci-avant, le pouvoir adjudicateur procédera aux modifications induites sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, à la condition que ces modifications n'entraînent pas de surcoût. Le titulaire en sera avisé.

Si cette condition n'est pas remplie, un avenant sera établi.

3.15.1 Réexamen par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur

En vertu des dispositions des articles R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les clauses contractuelles peuvent être réexaminées par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur dans les cas suivants :

- Dans le cas de rectification d'erreurs purement matérielles affectant les pièces contractuelles de l'accord-cadre ou des marchés subséquents passés sur son fondement, les documents corrigés se substituent aux précédents.
- Dans le cas d'évolution réglementaire impliquant la modification de certaines dispositions contenues dans les documents contractuels listés à l'article 3.1 ci-avant, à la condition que ces modifications n'entraînent pas de surcoût.

Les documents modifiés seront exécutoires dès leur notification au titulaire.

3.15.2 Réexamen par avenant

Dans tous les autres cas, si un accord est trouvé entre les parties, le réexamen des dispositions contractuelles pourra donner lieu à l'établissement d'un avenant. Les dispositions contractuelles modifiées entreront en vigueur dès notification au titulaire.

Sont concernés par un réexamen par avenant :

- Les modifications relevant des dispositions des articles R2194-1 à 9 du code de la commande publique, hors cas de réexamen par décision unilatérale,
- Les modifications affectant la personne morale du titulaire, notamment les fusions, scissions, absorptions, rachats, modifications sociales, ainsi que, dans le cas d'un groupement d'entreprises, la modification de sa composition.
- Les modifications liées à des opérations de restructuration du titulaire
- Les modifications dans les champs de compétences du titulaire, par transfert définitif de compétence ou par mandat temporaire de gestion, ayant pour résultat de confier la gestion de l'activité objet du marché à un opérateur tiers,
- La cession du marché à un opérateur tiers,
- La disparition du titulaire avec reprise d'actifs par un opérateur tiers.

Le transfert du marché nécessitera en tout état de cause l'assentiment préalable du pouvoir adjudicateur.

3.16 Dérogations au CCAG-PI

Il est dérogé aux clauses de CCAG/PI indiqués dans le tableau ci-dessous :

	articles CCP	articles CCAG PI
Livraison/ Responsabilité de dépositaire	2.6.1	21.3
Documents contractuels	3.1	4
Avance	3.7.1	11
Vérifications / Admission	3.5.1	28
Pénalités pour retard	3.8.1	14

Lorsqu'il est dérogé à un article du CCAG/PI, toutes les dispositions du CCAG/PI qui ne sont pas contraires à la dérogation faite au présent CCAP s'appliquent.